



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

**Rapport de la trente-sixième session de la Conférence régionale
pour l'Amérique latine et les Caraïbes (19-21 octobre 2020)**

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

NC453/f



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

LARC/20/REP

RAPPORT

**Managua (Nicaragua)
19-21 octobre 2020
(en ligne)**

Trente-sixième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2020

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications/fr) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

États Membres de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda	Dominique	Panama
Argentine	El Salvador	Paraguay
Bahamas	Équateur	Pérou
Barbade	Grenade	République dominicaine
Belize	Guatemala	Sainte-Lucie
Bolivie (État plurinational de)	Guyana	Saint-Kitts-et-Nevis
Brésil	Haïti	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Chili	Honduras	Suriname
Colombie	Jamaïque	Trinité-et-Tobago
Costa Rica	Mexique	Uruguay
Cuba	Nicaragua	Venezuela
		(République bolivarienne du)

Lieu et date des conférences régionales de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Première	- Quito (Équateur), 18-25 septembre 1949
Deuxième	- Montevideo (Uruguay), 1-12 Décembre 1950
Troisième	- Buenos Aires (Argentine), 1-10 septembre 1954
Quatrième	- Santiago (Chili), 19-30 novembre 1956
Cinquième	- San José (Costa Rica), 12-21 novembre 1958
Sixième	- Mexico (Mexique), 9-20 août 1960
Septième	- Rio de Janeiro (Brésil), 17-27 novembre 1962
Huitième	- Viña del Mar (Chili), 13-29 mars 1965
Neuvième	- Punta del Este (Uruguay), 5-16 décembre 1966
Dixième	- Kingston (Jamaïque), 2-13 décembre 1968
Onzième	- Caracas (Venezuela), 12-20 octobre 1970
Douzième	- Cali (Colombie), 21 août - 2 septembre 1972
Treizième	- Panama (Panama), 12-23 août 1974
Quatorzième	- Lima (Pérou), 21-29 avril 1976
Quinzième	- Montevideo (Uruguay), 8-19 août 1978
Seizième	- La Havane (Cuba), 26 août - 6 septembre 1980
Dix-septième	- Managua (Nicaragua), 20 août - 10 septembre 1982
Dix-huitième	- Buenos Aires (Argentine), 6-15 août 1984
Dix-neuvième	- Bridgetown (Barbade), 5-13 août 1986
Vingtième	- Recife (Brésil), 2-7 octobre 1988
Vingt et unième	- Santiago (Chili), 9-13 juillet 1990
Vingt-deuxième	- Montevideo (Uruguay), 28 septembre - 2 octobre 1992
Vingt-troisième	- San Salvador (El Salvador), 29 août - 2 septembre 1994
Vingt-quatrième	- Asunción (Paraguay), 2-6 juillet 1996
Vingt-cinquième	- Nassau (Bahamas), 16-20 juin 1998
Vingt-sixième	- Mérida (Mexique), 10-14 avril 2000
Vingt-septième	- La Havane (Cuba), 22-26 avril 2002
Vingt-huitième	- Guatemala (Guatemala), 26-30 avril 2004
Vingt-neuvième	- Caracas (Venezuela), 24-28 avril 2006
Trentième	- Brasília (Brésil), 14-18 avril 2008
Trente et unième	- Panama (Panama), 26-30 avril 2010
Trente-deuxième	- Buenos Aires (Argentine), 26-30 mars 2012
Trente-troisième	- Santiago (Chili), 6-9 mai 2014
Trente-quatrième	- Mexico (Mexique), 29 février - 3 mars 2016
Trente-cinquième	- Montego Bay (Jamaïque), 5-8 mars 2018
Trente-sixième	- Managua (Nicaragua), 19-21 octobre 2020 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES	5
	Paragraphes
I. Questions liminaires	
Organisation de la Conférence régionale	1-2
Cérémonie d'ouverture	3-4
Déclaration du Chef du Gouvernement.....	5
Déclaration du Directeur général de la FAO.....	6
Élection du président et des vice-présidents et désignation du rapporteur.....	7-8
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.....	9-10
Déclarations prononcées devant la Conférence	11-17
II. Questions relatives aux politiques et réglementations mondiales et régionales	
Effets de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture en Amérique Latine et dans les Caraïbes et intervention de la FAO	18-19
Des systèmes alimentaires durables pour fournir à tous des aliments sains	20-21
Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives.....	22-23
Une agriculture durable et résiliente	24-25
III. Questions relatives au Programme et au budget	
Résultats et priorités de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes	26-27
Renforcement des capacités de la FAO à aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes.....	28-29
Innovation et agriculture numérique	30-31
Résumé des recommandations des commissions régionales.....	32
Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	33
IV. Autres questions	
Année internationale de la santé des végétaux.....	34
Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).....	35-36
Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)	37
Révision de la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition	38
Évaluation des pertes et des gaspillages de nourriture liée à la méthode d'analyse des pertes de denrées alimentaires	39
Partenariats en faveur du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes: outils à exploiter pour concevoir et diffuser des solutions et mobiliser des ressources	40-41
Date et lieu de la trente-septième session de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	42
	Pages
ANNEXE A: Ordre du jour	26
ANNEXE B: Liste des documents	27

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL

- Résultats et priorités de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes (paragraphe 26 et 27)
- Renforcement des capacités de la FAO à aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes (paragraphe 28 et 29)
- Innovation et agriculture numérique (paragraphe 30 et 31)
- Résumé des recommandations des commissions régionales (paragraphe 32)
- Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (paragraphe 33)
- Autres questions (paragraphe 34 à 42)

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE

- Effets de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture en Amérique Latine et dans les Caraïbes et intervention de la FAO (paragraphe 18 et 19)
- Des systèmes alimentaires durables pour fournir à tous des aliments sains (paragraphe 20 et 11)
- Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives (paragraphe 22 et 23)
- Une agriculture durable et résiliente (paragraphe 24 et 25)

I. Questions liminaires

Organisation de la Conférence régionale

1. La trente-sixième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (dénommée ci-après «la Conférence régionale») s'est tenue du 19 au 21 octobre 2020. À titre exceptionnel, la réunion a été organisée en ligne, en raison de la pandémie de covid-19 actuelle et des craintes et restrictions sur le plan sanitaire qui en découlent. Cette décision a été prise après consultation, par le Directeur général, du pays hôte, la République du Nicaragua, et du Groupe régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, compte tenu des restrictions en place concernant les voyages et les réunions en présentiel. Étant donné que le Règlement général de l'Organisation prévoit que les participants soient présents physiquement aux séances de la Conférence régionale, les Membres sont convenus de suspendre l'application de toutes les règles incompatibles avec la tenue en ligne de la réunion.
2. Au total, 545 participants issus de 33 Membres ont assisté en ligne à la trente-sixième session de la Conférence régionale, parmi lesquels: deux Vice-Présidents de la République; un Premier Ministre; 92 ministres et vice-ministres; 14 ambassadeurs; deux observateurs; des représentants de 10 organismes du système des Nations Unies; neuf organisations intergouvernementales; 10 organisations de la société civile; un représentant des fronts parlementaires contre la faim; cinq organisations du secteur privé et cinq institutions scientifiques et universitaires.

Cérémonie d'ouverture

3. La cérémonie d'ouverture de la Conférence régionale a eu lieu le 19 octobre. Y ont assisté M. Denis Ronaldo Moncada Colindres, Ministre des affaires étrangères de la République du Nicaragua, et M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Ministre des affaires étrangères du Nicaragua a souhaité la bienvenue aux délégués et aux participants à cette première Conférence régionale en ligne, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable et a souligné qu'il était important de favoriser un développement rural durable et inclusif et une agriculture¹ résiliente face au changement climatique, afin de progresser sur la voie d'une région libérée de la faim et de la pauvreté extrême.
4. En outre, il a proposé de présenter la candidature de la FAO au prix Nobel de la paix 2021, compte tenu des valeurs et des qualités démontrées par l'Organisation en faveur de l'humanité.

Déclaration du Chef du Gouvernement

5. Dans la déclaration qu'il a prononcée devant la Conférence régionale, M. Moncada Colindres, Chancelier du Nicaragua, a souligné les résultats des actions et des politiques publiques mises en œuvre dans le pays pour lutter contre la pandémie de covid-19, la pauvreté et la vulnérabilité, ainsi qu'en matière de parité hommes-femmes, d'inclusion productive, de sécurité alimentaire et de nutrition, de santé, d'éducation et de changement climatique. Il a rappelé le risque d'être déplacé vers les périphéries urbaines que courent les populations rurales, la délimitation et l'attribution des territoires ancestraux des peuples autochtones et afro-descendants et l'importance de la ratification de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port (MREP). Il a indiqué que la région faisait face à d'importants défis liés à l'alimentation et à l'agriculture: productivité, mise au point et adoption de

¹ Le terme «agriculture» désigne la production végétale, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la foresterie. Le terme «agriculteurs» désigne tous ceux qui pratiquent une de ces activités.

technologies accessibles, efficacité et qualité de la production, sécurité sanitaire des aliments, financement et accès au crédit, accès aux marchés, ajout de valeur et secteur agroalimentaire, notamment. Il s'est félicité de la mission et des activités de la FAO consistant à mettre en œuvre et renforcer les politiques et les programmes visant à faire reculer la pauvreté, à diminuer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et à gérer de façon durable les ressources naturelles.

Déclaration du Directeur général de la FAO

6. Dans la déclaration qu'il a prononcée devant la Conférence régionale, M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, a remercié le Gouvernement de la République du Nicaragua d'avoir accueilli la Conférence régionale virtuelle et d'avoir participé à son organisation. Il a évoqué sa vision de la transformation de la FAO en une Organisation plus dynamique, souple, modulaire, inclusive, efficace, efficiente, transparente, participative et axée sur les résultats, qui fournit des services aux Membres afin d'appuyer les politiques et les programmes. Il a souligné que les orientations et la direction stratégique proposées par la Conférence régionale étaient importantes pour apporter des solutions contextualisées à de nombreux problèmes urgents en Amérique latine et dans les Caraïbes et atteindre les objectifs de développement durable (ODD), en particulier au moyen de la promotion de l'innovation, du recours aux technologies numériques et du renforcement des partenariats avec d'autres organisations internationales, le secteur privé, la société civile, les fronts parlementaires et le monde scientifique et universitaire. Il a souligné les progrès accomplis par la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes dans la mise en place d'une approche programmatique qui élimine les cloisonnements et facilite la collaboration et qui permet à l'Organisation de travailler plus efficacement. Il a insisté sur trois priorités de la Conférence régionale: l'identification des priorités pour le nouveau cadre stratégique, la participation active au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (2021) et les perspectives et les priorités en vue de la transformation des systèmes alimentaires. Il a mis en avant l'approche collaborative de l'Initiative Main dans la main, qui s'appuie sur l'utilisation de nouvelles technologies, sur l'innovation et sur les données géospatiales et qui est aujourd'hui utilisée dans six pays de la région. Il a souligné les répercussions de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, l'emploi et les revenus, ainsi que les efforts menés par la FAO pour aider les Membres à mettre en œuvre le Programme de redressement et d'intervention dans le contexte de la covid-19.

Élection du président et des vice-présidents et désignation du rapporteur

7. M. Edward Francisco Centeno Gadea, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Nicaragua, a été élu Président de la Conférence régionale. Il a remercié les participants de leur choix et a souhaité la bienvenue aux délégués. M. Floyd Green, Ministre de l'agriculture et de la pêche de la Jamaïque, et M. Xavier Lazo, Ministre de l'agriculture et de l'élevage de la République de l'Équateur, ont été élus Vice-Présidents.

8. M. Mario Arvelo Caamaño, Représentant permanent de la République dominicaine auprès de la FAO, a été désigné rapporteur par les participants à la Conférence régionale.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

9. Les participants à la Conférence régionale ont approuvé l'ordre du jour (annexe A) et le calendrier. La liste des documents se trouve à l'annexe B.

10. Les participants à la Conférence régionale sont convenus que les porte-parole nommés lors des consultations qui ont précédé la session par les organisations de la société civile, le secteur privé et le monde scientifique et universitaire, ainsi que par les Fronts parlementaires contre la faim, pourraient intervenir dans les débats, compte tenu de l'intérêt de faire participer un large éventail d'acteurs aux

activités de la FAO et de l'expérience acquise lors des trois sessions précédentes de la Conférence régionale.

Déclarations prononcées devant la Conférence

11. Le Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Khalid Mehboob, a souligné les progrès accomplis dans la région Amérique latine et Caraïbes en ce qui concerne l'élimination de la faim et a invité les pays à redoubler d'efforts pour inverser la détérioration des indicateurs sur la sécurité alimentaire et la nutrition constatée ces dernières années. Il a souligné la pertinence de l'Initiative Main dans la main pour accélérer les progrès en vue de la réalisation des ODD 1 et 2 et a rappelé l'importance du rôle de la Conférence régionale en matière de définition des politiques et des priorités de la FAO pour la région. Il a invité les Membres à veiller à ce que les priorités régionales soient intégrées de manière adéquate au nouveau Cadre stratégique de la FAO. Il a rappelé que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires serait convoqué en 2021 et, faisant part de ses réflexions sur la pertinence du mandat fondamental de l'Organisation au regard du Programme 2030, a reconnu le rôle central de la FAO.
12. Le Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et Représentant permanent du Royaume de Thaïlande auprès de la FAO, M. Thanawat Tiensin, a signalé le rôle fondamental que doit jouer le Comité concernant les efforts menés par les pays pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition et a mis en avant les quatre nouveaux axes du Programme de travail pluriannuel pour 2020-2023, approuvés à la quarante-sixième session du CSA, à savoir la parité hommes-femmes, la jeunesse, les inégalités et les systèmes de données.
13. En sa qualité de Président de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, M. Floyd Green, Ministre de l'agriculture et de la pêche de la Jamaïque, a remercié les Membres pour la confiance qu'ils ont accordé à la Jamaïque lors de la session précédente. Il a également rappelé la nécessité de continuer à compter sur la FAO dans les domaines de la coopération technique et de la mobilisation des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations destinées à l'Organisation formulées lors de la Conférence régionale, pour atteindre les objectifs fixés, à savoir l'élimination de la faim et de la pauvreté extrême, ainsi que pour favoriser la gestion durable des ressources naturelles dans la région.
14. Les participants à la Conférence régionale ont pris note de la déclaration issue de la Consultation des organisations de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes tenue en ligne le 6 octobre 2020, adressée à la trente-sixième session. Cette déclaration figure dans le document d'information LARC/20/INF/19².
15. Les participants à la Conférence régionale ont pris note de la déclaration issue de la Consultation des organisations du secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes tenue en ligne le 7 octobre 2020, adressée la trente-sixième session. La déclaration figure dans le document d'information LARC/20/INF/20³.
16. Les participants à la Conférence régionale ont pris note de la déclaration issue de la Consultation des organisations du monde scientifique et universitaire d'Amérique latine et des Caraïbes tenue en ligne le 13 octobre 2020, adressée à la trente-sixième session. La déclaration figure dans le document d'information LARC/20/INF/22⁴.

² LARC/20/INF/19 «Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile», disponible à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>.

³ LARC/20/INF/20 «Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé», disponible à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>.

⁴ LARC/20/INF/22 «Déclaration du porte-parole du Comité scientifique et académique», disponible à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>.

17. La Conférence régionale a pris note de la déclaration de M. Jairo Flores, coordonnateur général du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes et membre du Congrès de la République du Guatemala. La déclaration figure dans le document d'information LARC/20/INF/21⁵.

II. Questions relatives aux politiques et réglementations mondiales et régionales

Effets de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture en Amérique Latine et dans les Caraïbes et intervention de la FAO

18. Les participants à la Conférence régionale:

- i) se sont félicités des activités menées par la FAO pour aider les Membres à faire face aux effets de la pandémie de covid-19, l'objectif étant d'assurer l'approvisionnement alimentaire de la population et le bon fonctionnement, sans interruptions, des filières alimentaires et du commerce alimentaire et d'atténuer les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les pauvres;
- ii) ont souligné qu'il était important d'avancer sur la voie de l'éradication de la faim et de lutter fermement contre la pauvreté et la malnutrition pour garantir le droit à l'alimentation, reconstruire en mieux et assurer un développement durable durant la période de redressement postpandémie;
- iii) ont souligné le rôle clé du commerce intrarégional et international dans la sécurité alimentaire et la nutrition et celui de la science en ce qui concerne l'établissement de normes qui protègent la santé publique et facilitent le commerce;
- iv) ont indiqué que, dans ce contexte international sans précédent dû à la pandémie de covid-19, il fallait renforcer le multilatéralisme ainsi que la solidarité et la coopération internationales pour réaliser intégralement l'ODD 2 (Faim zéro) sans laisser personne de côté et ont rappelé le paragraphe 30 de la résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Programme 2030, adoptée le 25 septembre 2015, dans lequel «[i]l est demandé instamment aux États de s'abstenir d'adopter et d'appliquer des mesures économiques, financières ou commerciales unilatérales dérogeant au droit international ou à la Charte des Nations Unies et qui font obstacle à la pleine réalisation du développement économique et social, en particulier dans les pays en développement»;
- v) ont accueilli avec satisfaction le Programme de redressement et d'intervention dans le contexte de la covid-19, qui est présenté dans le document connexe LARC/20/10, dont les sept domaines prioritaires principaux sont un plan mondial d'intervention humanitaire, des données pour éclairer la prise de décisions, l'inclusion économique et la protection sociale pour réduire la pauvreté, des normes relatives au commerce international et à la sécurité sanitaire des aliments, le renforcement de la résilience des petits exploitants en vue de leur redressement, la prévention des futures crises sanitaires et la transformation des systèmes alimentaires, et qui vise, le cas échéant et en fonction des contextes, des priorités et des capacités nationales, à mettre en place des systèmes alimentaires durables qui fournissent des aliments sains;

⁵ LARC/20/INF/21 «Déclaration du porte-parole des Fronts parlementaires contre la faim», disponible à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>.

- vi) ont souligné l'appui prêté par la FAO lors de la pandémie de covid-19 et le travail en coordination réalisé avec la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) et d'autres organismes du système des Nations Unies et du système interaméricain, notamment l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).
19. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:
- i) aider les gouvernements à élaborer, mettre en œuvre et évaluer des politiques et des programmes de redressement face à la crise économique et sociale provoquée par la covid-19 qui privilégient la création d'emplois, l'inclusion sociale et productive, une alimentation saine pour tous, l'alimentation scolaire, l'accès à l'eau aux fins de son utilisation dans la production agricole et la croissance de la production et des exportations, en mettant l'accent, du point de vue économique, social et environnemental, sur le développement durable et sur la gestion des risques aux fins de la résilience face aux crises;
 - ii) aider les gouvernements à atténuer les effets des mesures d'endiguement de la pandémie sur les chaînes de valeur et l'accès aux marchés des producteurs et consommateurs, et notamment à soutenir les alliances productives entre les agriculteurs familiaux, les jeunes et les femmes des zones rurales;
 - iii) aider les pays à adopter des démarches novatrices pour parvenir à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et durables qui s'appuient sur la science et la technologie, en particulier les solutions numériques, de façon à réduire les fractures numériques dont souffre la population rurale;
 - iv) faciliter la mobilisation d'investissements publics et privés et les partenariats public-privé, en vue du redressement des systèmes alimentaires, de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture, de la foresterie et d'autres activités rurales non agricoles, y compris celles qui stimulent fortement la demande de produits issus de l'agriculture, telles que le tourisme, notamment mais pas exclusivement dans le cadre de l'Initiative Main dans la main;
 - v) continuer à faciliter la communication d'informations, le dialogue, la coopération Sud-Sud et triangulaire et la collaboration entre les Membres pour affronter la crise, notamment la communication précoce d'informations qui dissipent les doutes quant au rôle des aliments dans la transmission du virus.

Des systèmes alimentaires durables pour fournir à tous des aliments sains

20. Les participants à la Conférence régionale:
- i) sont convenus que les habitudes alimentaires de la population d'Amérique latine et des Caraïbes ont connu une transformation rapide ces dernières décennies qui a contribué à la fois à réduire les niveaux de dénutrition et à faire augmenter le surpoids et l'obésité;
 - ii) ont souligné que les changements dans les habitudes alimentaires étaient étroitement liés au fonctionnement des systèmes alimentaires et qu'il fallait faire en sorte que ceux-ci, d'une part, assurent la sécurité alimentaire et la nutrition d'une population en expansion et, d'autre part, contribuent à la santé des populations et au développement durable, conformément à la vision du Programme 2030;

- iii) ont souligné qu'il fallait adapter les politiques et les approches aux différents besoins des Membres en tenant compte de l'hétérogénéité de la région et, en particulier, de la vulnérabilité particulière des petits États insulaires en développement (PEID);
 - iv) ont signalé l'existence et le développement d'un vaste répertoire de bonnes pratiques agricoles durables dans les systèmes alimentaires d'Amérique latine et des Caraïbes et leur contribution à la sécurité alimentaire et à l'alimentation saine en vue de s'attaquer à toutes les formes de malnutrition, ainsi que l'importance de les diffuser pour que la production végétale, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la foresterie de la région évoluent vers de nouvelles formes de production durable qui favorisent les innovations technologiques et institutionnelles garantissant la croissance et le développement durable des systèmes alimentaires;
 - v) ont reconnu que les Membres qui le décident pourront promouvoir la transformation des systèmes alimentaires, en fonction des caractéristiques de ces derniers et selon les contextes, les priorités et les capacités au niveau national, pour favoriser les régimes alimentaires sains sans menacer la production de denrées alimentaires;
 - vi) ont souligné que, concernant les éventuels processus de transformation des systèmes alimentaires dont il est question pour parvenir à la durabilité économique, sociale et environnementale, il fallait des mécanismes de transition qui prévoient la fourniture de ressources financières, la création de capacités et le transfert de technologies en faveur des pays en développement et qui prennent en compte les principes de responsabilités communes, mais différenciées, de coopération et de solidarité;
 - vii) ont souligné que l'agriculture familiale et à petite échelle, en particulier la production végétale et animale, la pêche, l'aquaculture et la foresterie, contribuaient de manière pertinente à la fourniture d'aliments sains et ont mis en avant le rôle des femmes des zones rurales et des jeunes dans ce domaine et l'importance des politiques qui intègrent les aliments provenant de ce type d'agriculture, comme celles sur l'alimentation scolaire, qui facilitent également l'accès des enfants aux aliments sains;
 - viii) ont souligné, en outre, qu'il était important que les Membres participent au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, afin de promouvoir un dialogue exhaustif qui permette de mettre en place des systèmes alimentaires durables et d'atteindre de meilleurs niveaux de sécurité alimentaire et de nutrition pour toute la population.
21. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:
- i) aider les gouvernements qui le demandent à élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des politiques publiques qui permettent à la région de reprendre ses progrès en vue de la réalisation de l'ODD 2 (Faim zéro), en coordination avec différents acteurs gouvernementaux, des parlementaires, des organisations non gouvernementales et des organisations de consommateurs et dans le cadre de la coopération, au moyen de stratégies intégrées qui portent sur:
 - a) la croissance efficace et durable de la production alimentaire;
 - b) l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments;
 - c) l'accès de toute la population à des aliments nutritifs, sains et accessibles, par exemple au moyen de politiques d'approvisionnement alimentaire et de politiques sociales et budgétaires, dans le cadre des règles commerciales multilatérales;
 - d) la réglementation de la commercialisation et de la publicité concernant les aliments, conformément aux règles commerciales multilatérales, afin de s'assurer que les consommateurs disposent d'informations fiables et cohérentes;
 - e) la sensibilisation aux habitudes alimentaires saines;

- f) la réduction des pertes et gaspillages alimentaires et la gestion adéquate des résidus organiques;
- g) la promotion de la consommation d'aliments sains, notamment ceux qui sont issus de l'agriculture familiale et à petite échelle, notamment de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture, de la foresterie et d'autres activités durables;
- h) le commerce international et sa contribution essentielle à la sécurité alimentaire;
- i) les achats locaux auprès de microproducteurs et de petites et moyennes exploitations de production dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire ou des marchés publics, conformément aux règles qui régissent le système commercial multilatéral;
- ii) aider les Membres à renforcer le commerce international d'aliments, dans le cadre d'un système multilatéral de commerce fondé sur des règles, non discriminatoire, équitable et qui aurait pour centre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de conserver la prévisibilité et la transparence des flux commerciaux, notamment les flux agricoles, et de pouvoir continuer à assurer l'approvisionnement de la population en aliments sains et sans danger à des prix accessibles;
- iii) contribuer à l'amélioration des données et de leur analyse, afin d'élaborer une nouvelle génération de politiques, de règlements et de stratégies relatifs à l'alimentation et à la nutrition qui se fondent sur des faits, des données scientifiques et des technologies et traitent la malnutrition sous toutes ses formes au moyen d'une approche axée sur les systèmes alimentaires durables qui favorise une alimentation saine;
- iv) faciliter le dialogue, les accords et les partenariats entre le secteur privé et le secteur public, les milieux scientifique et universitaire et la société civile afin de promouvoir les innovations technologiques et institutionnelles et une gouvernance des systèmes alimentaires qui permettent de parvenir à une alimentation saine et à des systèmes alimentaires durables. À ce propos, les participants à la Conférence régionale ont prié la FAO de définir, lors de l'élaboration de sa Stratégie de partenariat avec le secteur privé, des dispositions pour éviter les conflits d'intérêts et protéger l'Organisation contre toute influence inopportune, en particulier dans le cadre de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, des normes et des règlements, et notamment s'agissant des contributions financières ou en nature provenant d'entités du secteur privé;
- v) continuer à mobiliser des capacités, des connaissances et des engagements au service d'une collaboration fructueuse avec les fronts parlementaires contre la faim, les organisations de la société civile et du secteur privé et les milieux scientifique et universitaire, autant de partenaires dont les nombreuses connaissances et capacités peuvent aider la région à trouver des solutions aux différents problèmes et permettre aux pays de la région d'obtenir de meilleurs résultats;
- vi) aider à mobiliser des ressources pour mettre au point des politiques et des innovations qui favorisent une alimentation saine et qui permettent de suivre et d'évaluer les résultats, en favorisant l'harmonisation des indicateurs entre les pays de la région et la contribution de la science et de la technologie dans ce domaine;
- vii) aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes à participer de façon active, étayée et coordonnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, en faisant participer les gouvernements, le secteur privé, le monde scientifique et universitaire et la société civile au processus préparatoire;
- viii) concourir à la mise en œuvre d'initiatives créées dans la région et qui ont été approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies, comme l'Année internationale des fruits et légumes (2021) et l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (2022).

Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives

22. Les participants à la Conférence régionale:

- i) ont reconnu que les pays de la région ne seraient pas en mesure d'atteindre les ODD sans un développement rural efficace, inclusif et durable, et qu'il fallait pour cela accélérer l'éradication de la faim et de la pauvreté extrêmes, en particulier dans les zones rurales moins développées, augmenter les investissements, créer de nouvelles possibilités d'emploi et favoriser le développement économique au profit des populations rurales;
- ii) ont attiré l'attention sur la contribution du secteur rural de l'Amérique latine et des Caraïbes à la sécurité alimentaire régionale et mondiale ainsi qu'au dynamisme et à la croissance économique de la région, conditions essentielles de la réalisation de l'ODD 1 (Éliminer la pauvreté) et de l'ODD 2 (Faim zéro) aux niveaux régional et mondial;
- iii) ont souligné que le fait que la moitié de la population rurale de la région vive dans la pauvreté, et 20 pour cent dans la pauvreté extrême, et l'augmentation de ces chiffres ces dernières années posaient un double défi: renforcer les politiques de lutte contre la pauvreté et la faim tout en favorisant celles qui visent à réduire les inégalités ethniques, économiques, sociales et territoriales et les inégalités entre les sexes qui marquent les sociétés rurales de la région;
- iv) ont souligné l'importance de l'agriculture familiale, qui représente plus de la moitié des emplois dans les secteurs de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de la foresterie dans au moins 14 pays de la région et plus de 80 pour cent des unités de production agricole d'Amérique latine et des Caraïbes;
- v) ont recommandé de continuer à promouvoir le développement durable du secteur agricole, des systèmes alimentaires et de l'économie rurale non agricole car il s'agit d'une condition essentielle à l'éradication de la faim et de la pauvreté en milieu rural;
- vi) ont rappelé que la coopération technique et les investissements étaient indispensables au développement agricole et rural en général, en particulier lorsqu'ils sont associés à des stratégies qui privilégient les communautés restées en retrait et sont consacrés aux technologies et à des secteurs de production et de commerce à haut rendement économique et social, tels que celui de la technologie;
- vii) ont réaffirmé qu'il était important que les populations rurales et les producteurs aient accès aux technologies numériques de l'information et de la communication, tant pour la vitalité et l'inclusivité du secteur agricole que pour la création d'emplois ruraux non agricoles, notamment pour démocratiser l'accès aux services et aux marchés, réduire les écarts dont souffrent les agriculteurs familiaux en la matière et offrir des possibilités aux jeunes ruraux;
- viii) se sont déclarés favorables à l'Initiative Main dans la main que le Directeur général a présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-quatorzième session, qui vise à promouvoir des mécanismes efficaces de coopération entre les pays développés et les pays en développement, et ont souligné qu'il fallait que les actions concrètes entreprises dans ce cadre se fondent sur:
 - a) une mise en œuvre flexible;
 - b) les besoins des Membres aux niveaux territorial ou microrégional;
 - c) la coopération entre les Membres;
 - d) la mobilisation de ressources;
 - e) la coopération entre les secteurs public et privé;
 - f) des interactions entre les différents niveaux et secteurs gouvernementaux;

- ix) ont salué les activités menées par la FAO qui visent à favoriser l'égalité des sexes dans les domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture, de la foresterie et du développement rural, à prendre en compte l'importance de l'accès des femmes à la terre et à donner la priorité aux populations autochtones, aux personnes d'ascendance africaine et aux autres groupes ethniques dans le cadre des activités de coopération;
 - x) ont mis en avant les activités menées par la FAO dans les domaines de la protection sociale, de l'accès aux actifs productifs comme la terre et l'eau, de la résilience sociale et de la résilience de la production, de l'emploi rural et de la gouvernance et des institutions rurales dans la région.
23. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:
- i) prêter assistance aux pays de la région qui participent à l'Initiative Main dans la main tout en encourageant les autres pays à se servir de l'approche et des outils sur lesquels reposent l'initiative pour réduire le retard de développement dont souffrent les territoires ruraux restés en retrait, et de mobiliser des contributions volontaires à cette fin;
 - ii) élargir la portée de l'Initiative Main dans la main à plus de pays de la région, notamment les pays en développement à revenu intermédiaire et élevé;
 - iii) aider les gouvernements à améliorer la qualité technique, l'efficacité et les effets des politiques publiques destinées à favoriser et à accélérer le développement durable et inclusif des territoires ruraux de la région, en particulier ceux qui progressent plus lentement dans la réduction de l'incidence de la pauvreté et de la faim, y compris par le renforcement des capacités et le recours à la technologie et à l'innovation, pour que l'agriculture familiale et la pêche et l'aquaculture artisanales puissent produire et commercialiser des aliments sans danger, conformément aux priorités et aux besoins des gouvernements;
 - iv) aider les Membres à définir et à mettre en œuvre des politiques publiques pour développer de nouvelles perspectives économiques rurales liées, entre autres, à la bioéconomie et au développement des énergies renouvelables, au tourisme rural, à la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel des zones rurales, à la restauration des paysages et à la fourniture de services écosystémiques, et les aider à évaluer les effets de ces politiques;
 - v) concourir au perfectionnement des politiques et au renforcement des organisations liées à l'agriculture familiale, à la pêche artisanale et à l'agriculture artisanale, en particulier en favorisant l'inclusion technologique et financière, l'accès aux marchés, les associations, l'innovation et la vulgarisation rurale, l'accès aux ressources naturelles et aux intrants et la coopération Sud-Sud et triangulaire, et en contribuant à l'aménagement d'un cadre institutionnel qui reflète les nouveaux défis auxquels le secteur est confronté et à la mise en œuvre du plan d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028);
 - vi) aider les Membres à concevoir des stratégies et des programmes en faveur de la reconnaissance, de la protection, de la participation et du développement des populations autochtones et des communautés d'ascendance africaine dans le cadre de politiques de développement rural intégrées;
 - vii) prêter son concours à l'élaboration de politiques en faveur des femmes et des jeunes des zones rurales en facilitant leur accès aux intrants et aux moyens de production, aux innovations technologiques et aux services financiers aux fins du développement des activités économiques agricoles et non agricoles;
 - viii) aider les pays de la région à renforcer l'emploi rural agricole et non agricole en améliorant l'inclusion technologique et financière et à créer des programmes de protection sociale et d'inclusion économique destinés à la population rurale, conformément aux priorités et aux

objectifs des politiques nationales liées au développement rural, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté;

- ix) aider les Membres qui en feraient la demande à actualiser et à harmoniser leurs définitions et leurs statistiques en rapport avec le milieu rural afin d'avoir une meilleure idée du poids démographique, économique et social réel des sociétés rurales et des communautés côtières, de la place qu'occupent les centres urbains de petite taille et de taille moyenne dans les zones rurales et de la fonction importante qu'assurent les relations entre zones rurales et zones urbaines dans le développement durable et inclusif de la région;
- x) aider les Membres à prendre des décisions éclairées et à transposer à plus grande échelle et à rendre plus pérennes les investissements publics en faveur du développement agricole et rural;
- xi) aider les Membres à améliorer la gouvernance et leurs cadres institutionnels relatifs au développement rural en privilégiant les mesures qui conduisent à une meilleure participation sociale ainsi qu'à une collaboration et à une coordination plus efficaces entre les secteurs, entre les acteurs publics et privés, entre les différents niveaux gouvernementaux et entre les milieux rural et urbain;
- xii) aider les gouvernements à produire des connaissances sur le coût et l'efficacité des investissements publics destinés à développer l'agriculture, les systèmes alimentaires et d'autres activités économiques rurales susceptibles de contribuer à une croissance durable du point de vue économique, social et environnemental, compte tenu des contraintes budgétaires et financières actuelles;
- xiii) concourir à la mise en œuvre de stratégies de coopération internationale et à la mobilisation des ressources en vue d'accélérer la réalisation des ODD, en particulier de l'ODD 1 (Éliminer la pauvreté) et l'ODD 2 (Faim zéro), en tenant compte du contexte national;
- xiv) intégrer de manière explicite la pêche et l'aquaculture artisanales ou à petite échelle dans le programme de travail relatif à l'élimination de la faim et de la pauvreté extrême dans le cadre des préparatifs de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (2022) proclamée par les Nations Unies.

Une agriculture durable et résiliente⁶

24. Les participants à la Conférence régionale:

- i) ont souligné que l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes connaissait une croissance solide et que la région était l'un des principaux fournisseurs mondiaux de denrées alimentaires;
- ii) ont reconnu que, pour atteindre leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire, les pays de la région devront relever des défis tels que l'augmentation durable de la productivité et de la résilience, ainsi que la conservation et l'utilisation durable de ses richesses en matière de biodiversité, de ressources en eau, de sols, de forêts et d'autres services écosystémiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en fonction des priorités de chaque pays. Il est nécessaire de relever tous ces défis en vue de la concrétisation du Programme 2030, en particulier de l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), de l'ODD 12, (Consommation et

⁶ Dans son cinquième rapport d'évaluation, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) définit la résilience comme la capacité des systèmes sociaux, économiques ou environnementaux à faire face à une perturbation, une tendance ou un événement dangereux, leur permettant d'y réagir ou de se réorganiser de façon à conserver leur fonction essentielle, leur identité et leur structure, tout en gardant leurs facultés d'adaptation, d'apprentissage et de transformation.

production responsables), de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), de l'ODD 14 (Vie aquatique) et de l'ODD 15 (Vie terrestre);

- iii) ont souligné qu'il convenait de recenser les bonnes pratiques agricoles dans la région, dont les systèmes intégrés, l'élevage économe en carbone et résilient, les semis directs, l'agroécologie et d'autres systèmes d'agriculture durable;
 - iv) ont souligné qu'il convenait de consolider les activités relatives aux mesures visant à renforcer, selon qu'il convient, la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation aux effets de ce dernier;
 - v) ont noté que la promotion de la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires, propre à chaque contexte national, peut ouvrir de nouvelles perspectives de développement économique et créer de nouveaux emplois, dans la mesure où elle peut favoriser les innovations technologiques de grande envergure, les investissements publics et privés, le développement du capital humain et de la recherche, et des politiques et des réglementations plus efficaces;
 - vi) ont rappelé les engagements pris par les pays dans le cadre du Programme 2030, notamment les accords liés à l'environnement tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, les conventions sur les polluants organiques persistants (conventions de Rotterdam et de Stockholm), le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et, surtout, l'Accord de Paris;
 - vii) ont souligné le rôle majeur que joue la FAO en facilitant l'accès aux sources de financement externes qui sont indispensables pour faire avancer le programme environnemental et climatique lié à l'agriculture et aux systèmes alimentaires de la région.
25. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:
- i) aider les Membres qui le demandent à:
 - a) augmenter la productivité et la production durable dans les domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de la foresterie, afin de faciliter l'accès des consommateurs aux aliments sains, de continuer à œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire mondiale et de créer des emplois dans les villes et les campagnes, de façon à contribuer au relèvement face à la crise provoquée par la pandémie de covid-19 en adoptant une approche visant à reconstruire en mieux;
 - b) renforcer les activités menées par les services nationaux et les organes de coopération internationale dans le domaine de la prévention contre les ravageurs et les maladies des animaux et des végétaux revêtant une importance économique, tels que la rouille du caféier, la fusariose du bananier, la moniliose du cacaoyer, le criquet sud-américain, ou contre les maladies zoonotiques et les maladies transfrontières des animaux, comme la peste porcine africaine et toutes les autres maladies susceptibles de nuire à la production agroalimentaire, ainsi qu'en matière de promotion des réglementations et des pratiques fondées sur des éléments scientifiques et factuels qui prônent l'utilisation prudente et responsable des antimicrobiens dans la production d'aliments, dans le cadre de l'approche «Un monde, une santé» qui reconnaît que la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes sont liées;
 - c) donner suite aux contributions déterminées au niveau national en rapport avec l'agriculture et le secteur rural ainsi qu'à d'autres engagements pris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en vue d'atténuer le changement climatique et de s'adapter à ses effets, le cas échéant et si cela est possible, en élaborant des stratégies intersectorielles de transformation qui soient adaptées aux

contextes, priorités et capacités des différents pays et territoires et en appliquant le principe des responsabilités communes mais différenciées;

- d) renforcer le mécanisme régional de collaboration volontaire des pays de la région Amérique latine et Caraïbes dans les domaines de l'agriculture et du changement climatique en faisant office de secrétariat de la Plateforme d'action climatique dans l'agriculture (PLACA);
- e) renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé et faciliter le dialogue afin de favoriser le développement de systèmes durables et résilients, en prenant les mesures suivantes: i) améliorer la coordination entre les secteurs, entre les acteurs publics et privés et entre zones rurales et zones urbaines en harmonisant les objectifs visés et en faisant en sorte de générer des avantages mutuels, ii) rassembler des informations pour étayer la prise de décisions au plan national et faciliter la mise en œuvre des accords internationaux, iii) protéger les savoirs traditionnels, et iv) mobiliser les ressources et les investissements nécessaires;
- f) promouvoir le développement et l'utilisation efficace des services de suivi des risques et des systèmes d'alerte rapide et d'intervention précoce, qui réduisent les pertes et les dégâts dus aux événements climatiques et aux menaces phytosanitaires dans le secteur agricole, de sorte à améliorer la résilience des agriculteurs et à réduire les risques de catastrophe;
- g) renforcer les activités de gestion des risques de catastrophe – question éminemment importante pour la région – afin de garantir la résilience des moyens de subsistance et du système agroalimentaire, y compris grâce à des mécanismes de prévention et d'action rapide face à des risques et à des produits de transfert des risques pour les petits producteurs, dans le cadre de stratégies intégrées de gestion des risques et en reconnaissant que les impacts de phénomènes nuisibles ne touchent pas de la même manière les hommes et les femmes et qu'il faut y répondre par des mesures spécifiques;
- h) encourager l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux effets du changement climatique dans les stratégies du secteur agricole, notamment dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes, dans le cadre de l'action en faveur de systèmes alimentaires durables et résilients, alors que ces pays sont de plus en plus exposés aux risques de catastrophes climatiques, accentués par les vulnérabilités préexistantes;
- i) améliorer la conservation, la remise en état et l'utilisation durable de la biodiversité dans le secteur agricole, conformément à la stratégie de la FAO de prise en compte systématique de la question de la biodiversité dans les différents secteurs de l'agriculture, et envisager et promouvoir la mise en œuvre du plan d'action du dialogue régional de haut niveau sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs agricole, forestier et halieutique (DRANIBA);
- j) mettre au point des actions visant à promouvoir la croissance bleue, étant entendu que ces actions doivent avoir pour objet de promouvoir l'utilisation durable des ressources aquatiques, en faveur de la croissance économique, de l'amélioration de la vie des populations, de la création d'emplois et de la conservation des écosystèmes, conformément aux normes multilatérales qui régissent le commerce, y compris la pêche et l'aquaculture artisanales;
- k) prévenir et combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), en prenant en compte les instruments internationaux pertinents, comme l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, le renforcement des capacités de suivi, de gestion halieutique et de relevé de données, ainsi que la sensibilisation du public au rôle des différents acteurs dans ce contexte, et en dissuadant de consommer des produits qui

proviennent de ce type de pêche; de la même manière, continuer à prêter un appui technique dans le cadre des négociations en cours au sein de l'OMC sur les subventions à la pêche et dans le cadre du mandat confié par les Membres;

- l) renforcer la viabilité des ressources halieutiques et aquacoles grâce à la gestion, à la conservation, à la production et au commerce durables des produits halieutiques, ainsi que les efforts visant à traiter les effets négatifs du changement climatique sur le secteur;
- m) aider les communautés côtières à prendre des mesures favorisant la résilience et l'adaptation et à adopter de nouvelles techniques pour faire face à l'élévation du niveau de la mer et à la salinisation et commencer à élaborer des directives techniques d'application volontaire visant à faciliter l'adoption rapide de pratiques optimales qui aideront les pêcheurs, les aquaculteurs et les communautés côtières à s'adapter au réchauffement des océans;
- n) poursuivre l'action en faveur de la conservation et de l'utilisation efficace de l'eau et de la gestion des pénuries d'eau, ainsi que de l'accès à cette ressource et de sa gestion durable, compte tenu de la fréquence et de l'intensité toujours plus importantes des sécheresses, des inondations, de l'intrusion saline et d'autres menaces exacerbées par le changement climatique;
- o) contribuer à la remise en état des paysages forestiers et à la protection et à l'extension du couvert forestier, notamment grâce à la foresterie urbaine et aux systèmes agroforestiers et sylvopastoraux, en tenant compte des populations autochtones et afro-descendantes et en prenant en compte le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, et continuer à aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+);
- p) revitaliser les réseaux régionaux qui œuvrent à la gestion des risques de feux de forêts et promeuvent des stratégies de gestion de ces risques, notamment la prévention, la préparation, les interventions, la remise en état, le recours aux technologies et l'innovation, aussi bien au niveau national que dans les communautés, et renforcer les capacités en matière de collecte de données, d'évaluation et d'établissement de rapports sur les dégâts et les pertes dues aux feux de forêt;
- q) encourager l'adoption, à l'échelle voulue, de technologies novatrices dans le secteur agricole et les systèmes alimentaires afin de rendre ces derniers plus productifs, plus durables et plus résilients;
- r) soutenir les exploitations familiales, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME) rurales afin qu'elles puissent être plus compétitives, plus viables et plus résilientes;
- s) atténuer les effets des crises environnementales, notamment du changement climatique, en accordant une attention particulière aux agriculteurs familiaux, aux populations autochtones, aux femmes des zones rurales, aux groupes vulnérables et aux pour assurer leur inclusion et leur donner les moyens d'adopter de nouvelles pratiques, technologies et innovations;
- t) réduire l'impact des crises économiques et sociales – y compris la détérioration des termes d'échange, les crises de la dette et les crises découlant de la diminution des envois d'argent privés – sur les efforts faits par les pays pour parvenir à la sécurité alimentaire et à de bonnes conditions de nutrition;

- u) continuer de collaborer avec le secteur privé, qui est une grande source d'investissements et d'innovations technologiques et qui a un rôle à jouer dans la mise en œuvre des changements nécessaires dans le secteur agricole, ainsi qu'avec la société civile et les milieux scientifiques et universitaires;
- v) obtenir des financements pour l'environnement et le climat en veillant à n'exclure aucune catégorie de pays et mobiliser des investissements privés qui peuvent contribuer à la réalisation de l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), de l'ODD 12 (Consommation et production responsables), de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), de l'ODD 14 (Vie aquatique) et de l'ODD 15 (Vie terrestre) du Programme 2030.

III. Questions relatives au Programme et au budget

Résultats et priorités de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes

26. Les participants à la Conférence régionale:

- i) se sont réjouis des efforts déployés et des résultats obtenus dans la région en 2018 et en 2019, ainsi que de l'avancement de la mise en œuvre des priorités et des recommandations émanant de la trente-cinquième session de la Conférence régionale;
- ii) se sont dits satisfaits de l'augmentation des ressources réunies en vue de la mise en œuvre du Programme, soit une hausse de 35 pour cent par rapport à l'exercice biennal précédent, et de l'appui apporté à la mobilisation d'investissements pour un total de 1 200 millions d'USD;
- iii) se sont déclarés favorables à la refonte des initiatives régionales et ont demandé que l'Initiative régionale 1 soit intitulée «Des systèmes alimentaires durables pour fournir à tous des aliments sains», l'Initiative régionale 2 «Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives» et l'Initiative régionale 3 «Une agriculture durable et résiliente» pour l'exercice biennal 2020-2021, compte tenu des grandes tendances et des principaux enjeux mis en évidence dans la région et sur la base des résultats obtenus lors de l'exercice biennal 2018-2019;
- iv) ont approuvé la nouvelle Initiative Main dans la main grâce à laquelle la FAO appuiera des actions fondées sur des éléments concrets, pilotées et prises en main par les pays, en vue de promouvoir l'agriculture et le développement rural durables et d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et toutes les formes de malnutrition (ODD 2);
- v) ont souligné qu'il importait de renforcer les partenariats, notamment avec le secteur privé, les coopératives, les petits producteurs et les entreprises agroalimentaires, les acteurs de l'approvisionnement et les consommateurs et les milieux scientifiques et universitaires, et d'adhérer aux cadres communs et aux directives et bonnes pratiques du système des Nations Unies;
- vi) ont pris note de la volonté de ne pas faire de laissés-pour-compte et de la création d'un Bureau des PEID, des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement sans littoral (PDSL), qui permettra à l'Organisation d'apporter un appui au plus près des besoins propres à ces populations et pays vulnérables;
- vii) ont pris acte de l'importance du Cadre stratégique de la FAO, qui doit orienter le travail technique de l'Organisation, et ont pris note des dispositions visant à réviser ce Cadre afin de définir la direction stratégique de l'Organisation à l'avenir et de favoriser l'obtention efficace et efficiente de résultats sur le terrain;
- viii) ont souligné l'importance du Programme 2030 et se sont dits satisfaits que le nouveau Cadre stratégique tienne davantage compte des ODD;

- ix) ont noté avec satisfaction que les cadres de programmation par pays, pilotés et pris en main par les États, sont les instruments employés par la FAO pour planifier et programmer ses activités au niveau national, qu'ils permettent de définir les priorités stratégiques et la programmation générale à moyen terme de l'Organisation dans chaque pays et qu'ils sont alignés sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, dans le contexte du processus de réforme du système des Nations Unies;
- x) ont reconnu l'importance de la santé des végétaux et la nécessité d'aborder les questions au moyen de l'approche «Un monde, une santé» et ont mis en évidence les travaux menés par le secrétariat de la Convention internationale pour la santé des végétaux (CIPV) pour protéger les ressources végétales mondiales de l'introduction et de la propagation d'organismes nuisibles et de maladies, afin de préserver la sécurité alimentaire et la biodiversité et de faciliter le commerce. Ils ont donc demandé à la FAO de renforcer et d'améliorer la visibilité du Secrétariat de la CIPV au sein de l'Organisation.

27. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:

- i) continuer à apporter son appui aux Membres de l'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui a trait aux trois initiatives régionales, de sorte qu'ils atteignent les objectifs stratégiques et progressent vers la concrétisation du Programme 2030, en concentrant les efforts sur le secteur agroalimentaire et la nutrition, sur les populations rurales et sur le développement durable et, à cette fin, ils l'ont notamment invitée à:
 - a) appuyer les mesures et les investissements destinés à pérenniser les systèmes alimentaires, ce qui sera essentiel en vue de la concrétisation du Programme 2030, notamment de l'ODD 2 (Faim zéro), de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), de l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), de l'ODD 12 (Consommation et production responsables) et de l'ODD 14 (Vie aquatique), dans le cadre de l'initiative régionale 1 «Des systèmes alimentaires durables pour fournir à tous des aliments sains», en apportant, lorsque des pays de la région en font la demande, un appui et une aide en matière de mobilisation de ressources et d'investissements publics et privés, afin qu'ils transforment leurs systèmes alimentaires, en fonction du contexte, des priorités et des capacités au niveau national, en mettant l'accent sur l'accroissement de l'approvisionnement alimentaire, l'accès physique et économique de tous à des denrées alimentaires saines et l'accès à des informations et à des modes de consommation qui favorisent une bonne alimentation, en veillant à ne laisser personne de côté;
 - b) promouvoir la croissance économique et la production durable et résiliente en les assortissant de mesures d'inclusion sociale, qui sont essentielles à la concrétisation du Programme 2030, notamment de l'ODD 1 (Éliminer la pauvreté), de l'ODD 2 (Faim zéro), de l'ODD 4 (Éducation de qualité), de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), de l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), de l'ODD 10 (Réduction des inégalités), de l'ODD 14 (Vie aquatique) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), au moyen de l'initiative régionale 2 «Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives», en faisant de l'Initiative Main dans la main un instrument important et en mettant l'accent sur l'élimination de la faim et de la pauvreté extrême dans les zones reculées de la région, notamment grâce à l'inclusion productive et à la création de nouvelles perspectives dans les zones rurales;
 - c) aider les Membres à renforcer la durabilité et la résilience de l'agriculture et des systèmes alimentaires, ainsi que celles des producteurs, des communautés et des écosystèmes terrestres et marins face aux crises économiques, sociales et environnementales, afin de progresser dans la concrétisation du Programme 2030 et notamment d'atteindre l'ODD 1 (Éliminer la faim), l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 12 (Consommation et production responsables), l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), l'ODD 14

(Vie aquatique) et l'ODD 15 (Vie terrestre) au moyen de l'initiative régionale 3 «Une agriculture durable et résiliente»;

- ii) donner la priorité à la prise en compte des questions de parité, de l'inclusion des peuples autochtones, des jeunes et de la résilience dans les travaux de la FAO, félicitant l'Organisation des progrès accomplis dans ces domaines à ce jour;
- iii) adopter une approche cohérente dans l'appui apporté aux PEID afin d'autonomiser leurs communautés dans le cadre du Programme d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- iv) tenir compte uniquement des informations fondées sur des données scientifiques au moment de formuler des recommandations et des orientations stratégiques;
- v) donner la priorité, dans son Cadre stratégique, à:
 - a) l'accès des petits producteurs à l'innovation, à l'information et à l'assistance technique;
 - b) la prévention, l'alerte rapide, la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies animales et végétales et leur éradication;
 - c) l'approche intégrée entre les environnements alimentaires urbains et les zones rurales;
 - d) la prise en compte des contributions apportées par les pratiques agricoles durables dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, de l'aquaculture et des forêts, aux fins de la concrétisation des ODD;
 - e) l'action en faveur des pratiques agricoles durables, adaptées aux contextes, aux priorités et aux capacités des pays.

Renforcement des capacités de la FAO à aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes

28. Les participants à la Conférence régionale:

- i) ont estimé que la proposition visant à perfectionner le modèle fonctionnel de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes permettra de rendre ses processus internes plus souples et ainsi d'aider les Membres à mettre en œuvre le Programme 2030 et à se relever de la pandémie de covid-19 du point de vue économique et social, en apportant les grandes améliorations suivantes:
 - a) adoption d'une approche programmatique qui tient compte de l'appui réglementaire, technique et fonctionnel, ainsi que de l'appui aux investissements et aux mesures, en créant des groupes techniques multidisciplinaires destinés à améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficacité de l'assistance technique aux Membres et en veillant à ce que cette approche soit coordonnée avec les programmes et institutions nationaux;
 - b) révision des structures régionales en fonction des changements dont le Siège a fait l'objet, sans engager de coûts supplémentaires, afin d'améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité de l'appui apporté aux bureaux des représentants de la FAO dans les États Membres de manière à encourager la collaboration et à décloisonner les équipes et les unités aux niveaux régional, sous-régional et national;
 - c) révision de la structure du réseau des bureaux des représentants afin de tirer le meilleur parti de la présence de l'Organisation dans les pays;
 - d) reconnaissance de l'importance primordiale des associations et des partenariats, en particulier la mise au point d'instruments juridiques et de cadres de coopération – Main dans la main, coopération Sud-Sud et coopération triangulaire, fronts parlementaires contre la faim – en ce que ceux-ci permettent de proposer conjointement des solutions intégrées aux priorités établies par les gouvernements, qui tirent parti des connaissances

locales et qui rendent possible le renforcement des capacités nationales dans le cadre de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), en particulier au moyen de la concertation et de l'élaboration de stratégies de coopération entre les organismes de coopération et de financement international et de la coopération Sud-Sud et coopération triangulaire, avec le secteur privé, le monde universitaire et la société civile.

29. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:

- i) améliorer le suivi, l'évaluation et la gestion des connaissances, notamment au moyen d'indicateurs d'impact et de résultats, afin de valoriser et de mettre à profit les enseignements tirés de différentes sources: mise en œuvre de projets, dialogues stratégiques, expériences de communautés de pratique, rapports de suivi de projet, évaluations indépendantes et produits axés sur les connaissances établis par la FAO;
- ii) renforcer les cadres juridiques et institutionnels destinés à la coopération Sud-Sud et triangulaire et accroître les ressources mobilisées afin de répondre aux besoins et aux exigences croissantes des Membres et, en collaboration avec des institutions financières régionales et mondiales, promouvoir les investissements dans le cadre de l'ODD 2 (Faim zéro) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs);
- iii) renforcer la gouvernance de la FAO au niveau régional et en particulier le rôle de la Conférence régionale, qui oriente l'appui apporté par l'Organisation aux programmes nationaux et son assistance technique, notamment dans le contexte de sa contribution aux approches coordonnées et intégrées visant à la concrétisation des ODD dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement;
- iv) réviser le processus des consultations en vue de la future reformulation ou élaboration d'initiative régionales, afin d'y inclure une instance de révision formelle, inclusive et transparente dans laquelle interviendraient les gouvernements des Membres avant que les initiatives régionales ne soient soumises à l'approbation de la Conférence régionale;
- v) renforcer le Programme de coopération technique, utilisé comme un outil catalyseur et un dispositif d'investissement préalable permettant d'obtenir des résultats qui se traduisent par des effets et des incidences à grande échelle, en sa qualité d'instrument essentiel de l'action de la FAO grâce auquel elle diffuse les connaissances sur le plan réglementaire et déploie ses activités au moyen du réseau décentralisé;
- vi) réviser les critères qui déterminent la répartition des ressources du Programme de coopération technique entre les différentes régions, afin que ceux-ci prennent en compte le caractère multidimensionnel de la pauvreté et non pas seulement les critères fondés sur le revenu;
- vii) mettre en œuvre, renforcer et favoriser la décentralisation administrative et fiduciaire de la FAO et renforcer les capacités aux niveaux national, sous-régional et régional dont la région a besoin pour améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficacé des projets de la FAO, notamment en créant des réseaux techniques thématiques d'excellence suffisamment souples pour tenir compte des spécificités et des caractéristiques géographiques de la région, tout en répondant aux besoins propres à chaque Membre.

Innovation et agriculture numérique

30. Les participants à la Conférence régionale:

- i) ont accueilli favorablement l'engagement pris par la FAO consistant à contribuer au renforcement des stratégies et des systèmes nationaux à l'appui de l'innovation agroalimentaire, et à accorder une plus grande place à l'innovation numérique;
- ii) ont souligné qu'il était important de favoriser la mise en place de politiques visant à encourager le recours à plus grande échelle à des outils numériques dans les domaines des

systèmes alimentaires, de la production agricole, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture, de la foresterie, du développement rural et de la gestion des risques climatiques et sanitaires, en particulier chez les agriculteurs familiaux des petites ou moyennes exploitations et dans les communautés rurales pauvres et vulnérables et de mettre à profit le potentiel de ces outils en matière de développement inclusif et durable;

31. Les participants à la Conférence régionale ont invité la FAO à:

- i) encourager la mise en commun d'expériences et la coordination entre les Membres en les aidant à participer activement à la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques approuvée par le Conseil de la FAO à sa cent soixante-quatrième session, afin de tirer profit des possibilités qu'offre la technologie numérique aux fins de l'amélioration des systèmes alimentaires et de renforcer la coopération régionale et internationale, sans négliger toutefois la problématique de la protection des données;
- ii) apporter aux Membres qui le demandent une assistance en matière de renforcement des capacités, de réforme institutionnelle, de gouvernance, de suivi et d'évaluation, d'évaluation des incidences et d'activités connexes afin d'améliorer l'efficacité, l'efficience et le caractère inclusif des investissements et des systèmes d'innovation agricole;
- iii) promouvoir des programmes consacrés spécifiquement à l'innovation technologique dans les domaines de l'agriculture et de 'alimentation dans la région, en créant les conditions pour faciliter l'accès des jeunes et des femmes des zones rurales aux nouvelles technologies et aux mécanismes de financement et en mettant l'accent sur leur rôle en tant que vecteurs de l'innovation dans les zones rurales;
- iv) donner la priorité à des programmes régionaux et nationaux visant à promouvoir la recherche, la technologie et l'innovation dans les domaines de l'agriculture, des systèmes alimentaires et du développement rural, en vue d'obtenir des résultats à grande échelle, en mettant particulièrement l'accent sur la collaboration et l'identification de nouvelles associations et de nouveaux partenariats de recherche entre secteur public et secteur privé, de nouveaux mécanismes de financement et de nouvelles stratégies de recherche et de technologie et d'innovation propices à la mobilisation d'investissements;
- v) contribuer efficacement à l'engagement pris dans le cadre du Programme 2030 qui consiste à ne pas faire de laissés-pour-compte, en privilégiant les innovations numériques qui permettent une croissance plus inclusive, et qui porte sur les fractures technologiques au sein des zones rurales et les contraintes qui empêchent les producteurs, les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et les ménages ruraux de participer aux processus d'innovation technologique.

Résumé des recommandations des commissions régionales

32. Les participants à la Conférence régionale:

- i) ont réaffirmé le rôle joué par la FAO dans les secrétariats techniques des commissions régionales et ont approuvé les recommandations de la Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de la Commission pour le développement de l'élevage en Amérique latine et dans les Caraïbes, de la Commission de la petite pêche, de la pêche artisanale et de l'aquaculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de la Commission des pêches de l'Atlantique Centre-Ouest et du Groupe de travail FAO/OEA/CIE/IICA sur les statistiques de l'agriculture et de l'élevage en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui figurent dans le document d'information LARC/20/INF/10⁷;

⁷ LARC/20/INF/10 «Récapitulatif des recommandations émanant des commissions régionales», disponible à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>

- ii) ont demandé instamment que les réunions ordinaires des commissions régionales aient lieu au plus tard au cours du premier semestre de la deuxième année de l'exercice biennal, de sorte que les recommandations et les décisions techniques puissent être examinées en temps et en heure et comme il se doit par les conférences régionales, pendant leurs sessions.

Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

33. Les participants à la Conférence régionale ont approuvé le Programme de travail pluriannuel 2020-2023 et ont préconisé l'examen régulier et systématique de sa mise en œuvre et de son efficacité dans l'attente qu'on leur présente un rapport complet à ce sujet à la trente-septième session de la Conférence régionale.

IV. Autres questions

Année internationale de la santé des végétaux (2020)

34. Les participants à la Conférence régionale ont noté les mesures prises par la FAO dans le cadre de l'Année internationale de la santé des végétaux, ont reconnu le rôle fondamental joué par l'Organisation et la CIPV et ont encouragé les Membres à participer aux activités prévues au titre de l'Année internationale et à approuver la mise en place d'une Journée mondiale de la santé des végétaux.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

35. Les participants à la Conférence régionale ont reconnu le caractère particulier du CSA en tant que plateforme multipartite et ont recommandé que soit envisagée la mise en œuvre des instruments et recommandations de politique générale du Comité aux niveaux régional et national.

36. Ils ont souligné qu'il était important de poursuivre les négociations concernant l'élaboration des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition à la quarante-septième session du Comité, en février 2021, et ont invité les Membres à participer activement à l'élaboration du Programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023.

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)

37. Les participants à la Conférence régionale ont pris note de l'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition et ont souligné le rôle de chef de file que jouait la région dans la promotion des réseaux d'action régionaux et dans la préparation de la célébration de l'Année internationale des fruits et légumes, en 2021.

Révision de la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition

38. Les participants à la Conférence régionale ont noté les progrès accomplis quant à la mise à jour de la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition et des processus généraux connexes.

Évaluation des pertes et des gaspillages de nourriture liée à la méthode d'analyse des pertes de denrées alimentaires

39. Les participants à la Conférence régionale ont pris note des initiatives de la FAO visant à aider les pays à collecter des données pour suivre les progrès accomplis, étayer les politiques et les mesures destinées à réduire les pertes et les gaspillages de nourriture et atteindre la cible 12.3 de l'ODD 12 (Consommation et production durables).

Partenariats en faveur du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes: outils à exploiter pour concevoir et diffuser des solutions et mobiliser des ressources

40. Les participants à la Conférence régionale ont pris note du dynamisme qui s'est manifesté dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire dans la région, ainsi que des alliances établies par la FAO avec la société civile, le secteur privé, les universités et les instituts de recherche scientifique et technologique, les organismes du système des Nations Unies et les partenaires fournisseurs de ressources.

41. Les participants à la Conférence régionale ont noté les principaux résultats des évaluations réalisées par le Bureau de l'évaluation de la FAO, les lacunes mises en évidence et les enseignements à retenir, y compris les constatations suivantes: la contribution de la FAO est considérable et extrêmement précieuse, l'Organisation est appréciée pour son expertise technique et sa capacité de mobiliser un vaste réseau de spécialistes, des sources de connaissances et d'autres ressources et elle est perçue comme un intermédiaire honnête et un partenaire impartial et fiable.

Date et lieu de la trente-septième session de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

42. Les participants à la Conférence régionale ont remercié le Gouvernement de la République de l'Équateur, qui a généreusement proposé d'accueillir la trente-septième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2022, et ont recommandé que cette proposition soit acceptée.

ANNEXE A**Ordre du jour****I. Questions liminaires**

- 1) Élection du président et des vice-présidents et nomination du rapporteur
- 2) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
- 3) Déclarations
 - Déclaration du Directeur général
 - Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
 - Déclaration du Président de la trente-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes
 - Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
 - Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
 - Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé
 - Déclaration du porte-parole de la Consultation des Fronts parlementaires contre la faim
 - Déclaration du porte-parole du Comité scientifique et académique
- 4) Examen et approbation du rapport de la Conférence régionale

Questions relatives aux politiques et réglementations mondiales et régionales

- 5) Transformer les systèmes alimentaires en faveur d'une alimentation saine pour tous
- 6) Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives
- 7) Une agriculture durable et résiliente face au changement climatique
- 8) Renforcement des capacités de la FAO à aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes
- 9) Innovation et agriculture numérique
- 10) Informations actualisées sur la covid-19 et ajustements des priorités régionales de la FAO compte tenu des incidences de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que sur les systèmes alimentaires

II. Réalisations et nouvelles priorités dans la région***Questions relatives au Programme et au budget***

- 11) Résultats et priorités de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes

III. Autres questions

- 12) Date et lieu de la trente-septième session de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

ANNEXE B

Liste des documents

<http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/larc36/documents/fr/>

Cote	Titre
LARC/20/1 Rev.2	Ordre du jour provisoire annoté
LARC/20/2	Transformer les systèmes alimentaires en faveur d'une alimentation saine pour tous
LARC/20/3	Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives
LARC/20/4	Une agriculture durable et résiliente face au changement climatique
LARC/20/5	Résultats et priorités de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes
LARC/20/5 WA1	Aperçu des programmes relatifs aux objectifs stratégiques de la FAO
LARC/20/5 WA2	Contribution des résultats obtenus dans la région Amérique latine et Caraïbes aux objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2018-2019
LARC/20/5 WA3	Planification et programmation de la FAO au niveau national dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies pour le développement
LARC/20/5 WA4	Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 – résultats dans la région Amérique latine et Caraïbes
LARC/20/5 WA5	Informations actualisées sur l'élaboration du nouveau Cadre stratégique
LARC/20/6	Réseau de bureaux décentralisés
LARC/20/7	Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes
LARC/20/8	Renforcement des capacités de la FAO à aider les Membres de la région Amérique latine et Caraïbes
LARC/20/9	Innovation et agriculture numérique
LARC/20/10	Informations actualisées sur la covid-19 et ajustements des priorités régionales de la FAO compte tenu des incidences de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que sur les systèmes alimentaires
Série INF	
Cote	Titre
LARC/20/INF/1	Note d'information
LARC/20/INF/2 Rev.2	Calendrier provisoire
LARC/20/INF/3 Rev.2	Liste provisoire des documents

LARC/20/INF/4	Déclaration du Directeur général
LARC/20/INF/5	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
LARC/20/INF/6	Déclaration du Président de la trente-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes
LARC/20/INF/7	Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
LARC/20/INF/8	Année internationale de la santé des végétaux 2020
LARC/20/INF/9	Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA): partenariats et convergence des politiques au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition
LARC/20/INF/10	Résumé des recommandations des commissions régionales
LARC/20/INF/11	Commerce agricole de la région Amérique latine et Caraïbes: situation, défis et possibilités
LARC/20/INF/12	Partenariats en faveur du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes: outils à exploiter pour concevoir et diffuser des solutions et mobiliser des ressources
LARC/20/INF/13	Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)
LARC/20/INF/14	Révision de la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition
LARC/20/INF/15	Évaluation des pertes et des gaspillages de nourriture liée à la méthode d'analyse des pertes de denrées alimentaires
LARC/20/INF/16	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
LARC/20/INF/17	Initiative Main dans la main de la FAO: une nouvelle approche
LARC/20/INF/18	Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes
LARC/20/INF/19	Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
LARC/20/INF/20	Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé
LARC/20/INF/21	Déclaration du porte-parole des Fronts parlementaires contre la faim
LARC/20/INF/22	Déclaration du porte-parole du Comité scientifique et académique